

Commission locale d'information

Auprès du CNPE de Saint Alban

Réunion plénière ouverte au public du 07 juin 2021 – 14 h en présentiel au CIP
du CNPE de Saint Alban

Synthèse

La présente réunion plénière se déroulait en présentiel au Centre d'Information du Public de la Centrale de Saint-Alban. Une visite des installations et du DUS (Diesel d'Ultime Secours) était organisée ensuite pour les personnes qui s'y étaient inscrites au préalable.

Il s'agissait également de la dernière Commission Locale d'Information présidée par Mme CELARD, puisqu'elle a fait le choix de ne pas se représenter aux élections départementales.

M. SAEY (IRSN), en charge de l'**enquête IRSN** organisée au niveau du CNPE et de son environnement, a présenté les avancées depuis la dernière réunion.

M. SAEY a présenté les résultats sur les études en cours concernant :

- Les végétaux terrestres : les activités les plus élevées qui ont été mesurées sont toujours dans l'axe des vents dominants, à proximité du site ;
- Les autres denrées terrestres produites localement : les résultats sont cohérents avec les études concernant les végétaux terrestres ;
- Les gibiers : l'IRSN attend encore quelques prélèvements. Les premiers résultats ont néanmoins été présentés en séance ;
- Les plateaux repas (cantines des communes de Pélussin, Saint Maurice et Saint-Alban) : les plateaux repas doivent encore être analysés ;
- L'étude sur l'enquête alimentaire et l'enquête budget espace-temps : les habitudes alimentaires des personnes résidant autour du CNPE et l'emploi du temps de ces mêmes personnes qui résident autour du CNPE sont évidemment indispensables pour établir les scénarios réels d'exposition. Les résultats sont en cours d'exploitation, mais les premières tendances ont été présentées en séance ;
- L'étude sur la chaîne alimentaire en milieu aquatique : cette étude a débuté, les résultats ne sont pas encore connus ;
- La caractérisation des niveaux en tritium des eaux souterraines autour du CNPE : cette étude est en cours, mais il est d'ores et déjà possible de dire que les captages situés en aval hydraulique du site avec une alimentation de la nappe par les eaux du Rhône présentent les activités moyennes les plus élevées en tritium ;
- L'étude faite sur les poissons pêchés ou consommés localement : cette étude a également débuté et n'est pas finalisée (difficulté de se procurer des échantillons auprès des acteurs locaux).

Néanmoins, il est possible de dire que les poissons pêchés en aval du CNPE présentent une activité supérieure à celle des poissons pêchés en amont ;

- L'étude de suivi du tritium dans l'eau du Rhône est également en cours ;
- L'étude des bio-indicateurs aquatiques (pour estimer l'activité des radionucléides présents dans l'eau) et l'étude du Carbone 14 dans les cours d'eau sont à venir.

M. SAEY a ensuite présenté le planning de réalisation et restitution des différentes études, ainsi que le format de restitution des données auprès des élus et populations. Le format de restitution des données a été présenté en détail lors de la présentation de M. SAEY.

Le contenu des **modules de formation qui vont être déployés par la CLI auprès des élus** a ensuite été présenté de manière détaillée par leurs titulaires (voir ci-dessous). Ces modules de formation ont été rendus nécessaires par l'élargissement du périmètre particulier d'intervention du CNPE de 10 à 20 kilomètres autour du site (*passage de 48 à 137 communes*).

Ces modules sont les suivants et vont se dérouler à partir de juin 2021 :

- Le module 1 qui vise à donner les bases de la sûreté nucléaire, comment fonctionne une centrale, quels en sont les risques, comment maîtriser ces risques, etc. → Titulaire : la CRIIRAD,
- Le module 2 théorique sur les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS), à quoi cela sert, comment le construire, ce qu'il faut y mettre et comment le faire vivre → Titulaire : le CIPRES.

Les communes et communautés de communes doivent se faire connaître auprès du secrétariat de la CLI pour s'inscrire (un mail a déjà été envoyé par le secrétariat de la CLI aux acteurs concernés). Le recensement est fait communauté de communes par communauté de communes.

EDF a ensuite présenté **l'arrêt de l'unité de production n°2** s'étant déroulé du 2 avril au 11 mai 2021. Globalement, il y a eu une belle performance, notamment sur la durée de l'arrêt. Les principaux points sont les suivants :

- Le remplacement du réducteur d'une des pompes de la station de pompage qui permet de pomper l'eau a été réalisé, de manière exemplaire dans le respect de la sécurité, de la sûreté et du planning.
- Il y a eu 4 Evénements Significatif Sûreté (ESS), mais aucun de niveau 1.
- Concernant la sécurité, le bilan suivant peut être tiré : 0 accident avec arrêt, 3 accidents sans arrêt (accidents de plain-pied) et aucun incident sur les risques critiques.
- Concernant la radioprotection, un Evènement Significatif Radioprotection (ESR) est à noter sur une activité en fond de piscine.

EDF a ensuite présenté les prochaines échéances au niveau du CNPE (prochains arrêts, visite décennale en 2027) et a insisté sur la nécessité d'anticiper toutes ces échéances pour tenir les objectifs de production, de sûreté et de sécurité.

L'Autorité de Sûreté Nucléaire a ensuite présenté le **bilan des contrôles réalisés en 2020** sur le site du CNPE :

- L'ASN a réussi à faire un contrôle assez poussé de l'arrêt de l'unité de production n°2 s'étant déroulé du 2 avril au 11 mai 2021, pour lequel elle n'a pas noté de problèmes de sûreté ou de gros aléas technique, hormis l'accidentologie qu'elle estime un peu élevée ;
- Malgré le contexte sanitaire, l'ASN a réussi à maintenir un nombre d'inspections satisfaisant, dont les thématiques ont été abordées en séance.

L'ASN note que la situation est plutôt satisfaisante en termes de préparation et de qualité des documents ou des installations qui ont pu être contrôlées. Toutefois, quelques points de faiblesse ont été notés.

Concernant les événements significatifs, le volume reste cohérent par rapport aux années précédentes, ce chiffre, pris isolément, n'étant par ailleurs pas un indicateur de sûreté.

EDF a également présenté les **modifications post-Fukushima** réalisées sur le CNPE. EDF est partie du principe qu'un évènement climatique inattendu peut se produire et impacter les deux unités de production. C'est sur cette base que les modifications post-Fukushima ont été élaborées. Ces modifications ont débuté en 2012 et elles se poursuivront jusqu'en 2025. Deux chiffres illustrent l'ampleur des modifications : 10 000 nouveaux équipements mis en œuvre dans le cadre de ces modifications matérielles et 400 millions d'euros dépensés pour ces évolutions.

Les modifications d'ampleur qu'EDF a décidé de mettre en œuvre se sont faites en 3 phases :

- Il y a d'abord eu une phase réactive entre 2011 et 2015 :
 - Création de la force d'action rapide du nucléaire (FARN) qui peut se projeter sur n'importe quelle centrale et y faire les actions favorables en moins de 24 heures ;
 - Mise en place de groupe électrogène « LLS » ;
- Une seconde phase entre 2015 et 2021 (*déploiement de nouveaux dispositifs d'appoint en eau et en électricité*) :
 - Mise en place des protections en cas d'inondation au niveau des seuils de portes pour éviter d'avoir un impact lié à de fortes pluies ;
 - Mise en place des Diesels d'Ultime Secours ;
 - Mise en place de protections grands vents extrêmes ;
 - Implantation d'un dispositif d'appoint ultime en eau sur chacun des réacteurs (Source d'Eau ultime – SEU) ;
- Et une troisième phase qui se fait au fil des réévaluations de sûreté des tranches, puisqu'EDF, tous les 10 ans - au-delà du REX intégré au fil de l'eau – réalise des réévaluations de sûreté pour relever le niveau de sûreté des réacteurs. Les principales modifications sont les suivantes :
 - L'évacuation de la puissance résiduelle du bâtiment combustible « PTR BIS » ;
 - L'évacuation de la puissance résiduelle de l'enceinte « EAS-ND » ;
 - Le centre de crise local.